

et le Japon. Le 22 mai, j'ai annoncé un embargo complet sur toutes les exportations vers l'Iran et déposé en Chambre un projet de loi dont l'urgence devrait être reconnue par tous et qui nous permettra d'adopter d'autres mesures contenues dans le projet de résolution présenté au Conseil de sécurité le 10 janvier relativement aux sanctions. Ce geste nous permettra également d'appuyer les décisions des pays de la CE, de l'Australie et du Japon.

Le Canada a appuyé les mesures contre l'Iran parce qu'il croit que la violation de préceptes aussi fondamentaux des relations pacifiques entre États ne peut être tolérée. Nous n'en reconnaissons pas moins la complexité de la situation en Iran, où les diplomates américains sont les otages tout autant des factions qui luttent pour le pouvoir que du Gouvernement. Il faut donc faire preuve de patience. Le Gouvernement et le peuple du Canada accordent sans réserve leur sympathie et leur soutien au Gouvernement et au peuple américains, mais tout spécialement aux otages. Nous continuerons de faire tout en notre pouvoir pour leur aider. J'ai récemment discuté avec les représentants d'autres gouvernements d'une nouvelle initiative, et nous continuons de rechercher une façon de désamorcer une crise qui est aussi néfaste pour l'Iran que pour l'ordre mondial.

**Autres zones
de tensions**

a) Moyen-Orient

Les accords de Camp David ont marqué la première percée dans les relations entre Israël et ses voisins depuis la création de l'État hébreu en 1948. Israël a connu quatre guerres majeures en 30 ans. Le conflit israélo-arabe s'est révélé l'un des plus insolubles au monde et ses effets se répercutent bien au delà de la région, pesant notamment sur les rapports entre les pays islamiques et occidentaux. Il était évident, dès la signature des accords, qu'Israël et l'Égypte ainsi que les États-Unis devaient faire preuve de persévérance et de courage pour en maintenir l'élan. Les actes de violence survenus ces dernières semaines en Cisjordanie — actes que le Canada déplore — illustrent la nature explosive de la situation. Le Canada est déçu que les parties n'aient pu, avant l'objectif convenu du 26 mai, conclure un accord intérimaire sur l'autonomie de la Cisjordanie occupée et que les pourparlers soient suspendus. Nous croyons qu'il est important que ceux-ci reprennent bientôt car, à compter du moment où un processus aussi délicat cesse de progresser, il y a risque de régression.

b) Indochine

Le Vietnam maintient actuellement une armée de 200 000 hommes au Cambodge, nation qu'il occupe depuis janvier 1979. La guerre se poursuit d'ailleurs dans la partie ouest du pays. La famine est endémique et les réfugiés continuent à affluer dans les régions limitrophes de la Thaïlande. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) s'est élevée contre cette occupation et a rallié de nombreux appuis aussi bien chez les pays d'Occident que chez les non-alignés qui refusent pour la plupart de reconnaître le gouvernement cambodgien imposé par le Vietnam. La politique canadienne repose sur les principes et les objectifs de la résolution de l'ONU que nous avons coparrainée et nous appuyons tous les efforts qui visent à trouver une solution politique au problème. L'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays de l'Asie du Sud-Est doivent être respectées et il est important que le peuple cambodgien ait voix au chapitre quand il s'agit de choisir et de constituer son gouvernement national.

*c) Afrique
australe*

Cette région est en proie à la guerre et à l'instabilité depuis dix ans. Nous nous sommes donc d'autant réjouis de voir les parties au conflit rhodésien trouver une solution paci-